

« Monsieur le Ministre, je ne veux pas être le troisième enseignant mort »

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 18 novembre 2023





Lettre d'un membre de la communauté éducative au ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal

Marc H. est un professeur français qui enseigne depuis maintenant plus de trente ans. Un professeur d'histoire-géographie de 55 ans, dans un établissement de la région Bourgogne-Franche-Comté. Un « membre de la communauté éducative », dit-il, qui n'a pas souhaité dévoiler son nom : comme tous les professeurs, Marc H. est soumis à une hiérarchie sourcilleuse. Ce n'est pas un ressortissant des beaux quartiers. Jeune, il a enseigné dans un quartier dit « sensible » de la région parisienne où il a, un jour, assisté à l'entrée d'un élève porteur d'une arme à feu. Pourtant, ce professeur qui aime son métier n'a rien d'un militant aveugle. Il souligne volontiers le mérite de ces jeunes filles d'origine immigrée qui travaillaient dur pour échapper à leur milieu. Marc H. n'en veut pas particulièrement au ministre de l'Éducation Gabriel Attal, qui a donné des signes d'autorité. Après Pap Ndiaye ou Najat Vallaud-Belkacem, c'est un mieux. L'occasion de répondre à [la lettre adressée par le ministre aux professeurs](#), avec la clarté qu'impose une période grave. Car Marc H. remarque que

les conducteurs de train ou de bus agressés manifestent et débrayent alors que les professeurs ne réagissent pas bruyamment. A-t-on vraiment tiré les leçons dans l'Enseignement des assassinats barbares de Samuel Paty et de Dominique Bernard ? Marc H. le fait dans cette lettre, sans haine mais sans aménité. B.V.

« *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* », écrivait Camus. En commençant un paragraphe par la formule « *face à l'innommable...* » dans votre lettre du 14 octobre adressée à la communauté éducative suite à l'assassinat de l'enseignant Dominique Bernard, vous avez parfaitement illustré cette citation, Monsieur le Ministre. Pas plus que vos prédécesseurs, vous n'avez eu le courage de nommer l'ennemi islamiste de la nation française et de la République ; pas plus que vos prédécesseurs, vous n'avez replacé les événements dans le cadre historique de l'affrontement pluriséculaire entre l'islam conquérant et l'Occident judéo-chrétien de culture gréco-romaine ; pas plus que vos prédécesseurs, vous n'avez annoncé de mesures sérieuses pour lutter contre les djihadistes qui nous ont déclaré la guerre.

Car nous sommes en guerre. « *Nous sommes en guerre* », déclarait le président de la République Emmanuel Macron à propos d'un virus grippal. Pourquoi ne pas dire de même à propos du terrorisme djihadiste ? Face au virus, des mesures extrêmes avaient été prises : confinement de la population, couvre-feu (pour la première fois depuis l'Occupation et le régime de Vichy), restriction des libertés de circulation et de réunion. Les libertés de circulation et de réunion des « fichés S » vous préoccupent-elles davantage que la vie des enseignants et que la sécurité des élèves ? Vous qui êtes proche du Président, pouvez-vous, s'il vous plaît, lui souffler qu'il serait temps d'« emmerder » les terroristes *a minima* autant qu'il avait décidé d'« emmerder » les citoyens non vaccinés ?

L'attentat est décontextualisé et désincarné

Comme tant d'autres en politique et dans les médias, Monsieur le Ministre, vous avez réussi avec brio dans votre lettre l'exercice de style qui consiste à produire un texte sur un attentat sans évoquer l'idéologie qui l'a inspiré, l'islam radical, et sans désigner celui qui en est l'auteur, un islamiste djihadiste. En effet, à aucun moment les mots « islamisme », « salafisme » ou « djihadiste » n'apparaissent dans votre adresse à la communauté éducative. C'est un peu comme si un historien narrait la Seconde Guerre mondiale sans évoquer le nazisme et Hitler. Pour vous, il semblerait qu'un islamiste, c'est comme Voldemort : il ne faut surtout pas prononcer son nom !

L'attentat est décontextualisé, sous votre plume : il n'a pas de cause, il n'a pas d'exécutant, il n'a pas de moyens (les armes utilisées, à savoir des couteaux, ne sont pas évoquées) ; bientôt, ledit attentat n'aura même plus de victime, elle aussi aura été désincarnée. D'ailleurs, la lettre évoque « un professeur », mais le nom de Dominique Bernard n'est pas cité. Je n'ose croire que vous souhaitiez effacer non seulement l'attentat lui-même, mais aussi la responsabilité du tueur et jusqu'à la mémoire de sa victime suppliciée. Un oubli dû à l'émotion, peut-être ?

Autrefois, en France et selon Sartre, il ne fallait pas « désespérer Billancourt » en révélant la sinistre vérité sur le régime soviétique aux ouvriers des banlieues rouges. Aujourd'hui, dans une France désindustrialisée par l'incompétence de tous les gouvernements depuis l'après de Gaulle, il ne faut pas désespérer les banlieues vertes (islamisées) dont les derniers ouvriers d'origine européenne sont en train d'être chassés par un racisme qui, officiellement, n'existe pas, un racisme des cités qui n'a pas le droit de cité. Alors, vous éludez : vous parlez de « *terrorisme barbare* ». C'est vague, c'est nébuleux et c'est très imprécis. S'agit-il de barbares huns, de Francs, de

Vikings peut-être ? L'assassin a-t-il utilisé une francisque ou bien s'appelait-il Olaf ? On n'en saura rien, même si on se doute que les tueurs de profs ne sont pas du genre à boire souvent de l'hydromel. Cachez cette guerre sainte que je ne saurais voir !

De même, dans l'immense majorité des médias, pas question d'écrire que Samuel Paty et Dominique Bernard ont été égorgés selon le strict rituel religieux musulman, un sacrifice normalement réservé au bétail. On remarque au passage que, comme dans toutes les guerres ou presque, les islamistes, par cette pratique de l'égorgement rituel, réduisent ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis au statut de l'animalité. Pourtant, on n'entend jamais parler de ce racisme-là. Que l'on soit ministre, journaliste ou anonyme, toute référence à l'islam doit désormais être écartée lorsqu'il s'agit d'évoquer le terrorisme, sous peine d'être anathématisé et condamné à la mort sociale par l'inquisition médiatico-culturelle woke dominante, pour laquelle l'islamophobie est le péché ultime. Les médias diront donc que Samuel Paty a été « décapité », comme s'il s'agissait d'un retour anachronique de la guillotine révolutionnaire ; tandis que vous écrirez, Monsieur le Ministre, que Dominique Bernard a été simplement « assassiné », alors que l'étymologie du mot « assassin » devrait pourtant vous renseigner sur l'idéologie qui animait Abdoullakh Anzorov et Mohamed Mogouchkov. Mais on ne fait plus beaucoup d'étymologie, à l'école, depuis le collège unique, dont l'année de mise en œuvre précède celle du regroupement familial – hasard chronologique, sans doute. On remarquera également que le mot « laïcité » n'est pas davantage évoqué dans votre texte : avec une pudeur de gazelle, vous vous contentez d'évoquer nos « valeurs », mais sans les préciser ; vous louvoyez, vous esquivez, alors que c'est bel et bien la laïcité qui est visée par les partisans de la charia, à chaque agression contre l'école publique et ses professeurs. Comment peut-on prétendre défendre une

valeur sans oser la nommer ? Faudrait-il en déduire que, quelques mois après des émeutes hors de contrôle dans les banlieues, la simple évocation de la laïcité est devenue tellement provocatrice et blasphématoire pour une certaine communauté très susceptible de l'Hexagone que celui qui devrait en être le garant à l'école publique n'ose même plus l'évoquer par crainte de déclencher une guerre civile ? Après la « laïcité ouverte » théorisée par Emmanuel Macron, voici encore un nouveau concept : la « laïcité indicible » de Gabriel Attal. Ce qu'on n'écrit pas n'existe pas : aux oubliettes, la laïcité ! La laïcité adjectivée n'est plus la laïcité de 1905 mais une laïcité vidée de sa substance républicaine et universaliste pour devenir le cheval de Troie d'une société communautariste à l'anglo-saxonne et, par conséquent, le terreau où peut prospérer l'islamisme. Or, pour les islamistes, il n'y a qu'une seule façon d'« ouvrir » la laïcité, Monsieur le Ministre : c'est au couteau !

Des ministres complaisants à l'égard de l'islamisme

Avec Najat Vallaud-Belkacem et Pap Ndiaye, nous avons des ministres complaisants et accommodants à l'égard de l'islamisme. Il ne s'agissait pas de traîtres : la première était trop arriviste et le second trop carriériste pour cela et, en outre, l'engagement dans la trahison suppose un minimum d'audace et de prise de risque que ces pleutres tétanisés face aux revendications vestimentaires des intégristes musulmans étaient bien incapables d'avoir. Or, il faut toujours préférer les traîtres aux lâches car les premiers paient parfois pour leur félonie (comme Joseph Darnand, fondateur et chef de la Milice, fusillé à la Libération), tandis que les seconds survivent et envoient les autres périr au combat (comme Maurice Thorez, le déserteur, planqué à Moscou pendant la Seconde Guerre mondiale). Jusqu'à présent, Monsieur le Ministre, votre attitude face à ce terrorisme que vous n'osez pas qualifier

évoque plutôt une troisième catégorie, celle des Munichois, c'est-à-dire ceux qui parlent, qui parlent encore, qui récitent des discours creux, qui condamnent « avec la plus grande fermeté » (c'est-à-dire qui ne condamnent à rien) et qui, finalement, ne posent aucun acte. Voulez-vous demeurer dans l'Histoire comme un clone de Daladier ? Un Daladier qui fit, à grand renfort de discours martiaux, mobiliser l'armée française à l'annonce de la volonté hitlérienne d'annexion des Sudètes, puis qui signa servilement les accords de Munich en septembre 1938 pour préserver la paix en Europe. Pour préserver la paix civile en France, Monsieur le Ministre, vous soumettez-vous devant l'islamo-fascisme comme Daladier s'était couché devant Hitler et Mussolini réunis ?

En effet, votre lettre qui ne désigne pas l'idéologie islamiste ennemie de la République et qui n'annonce aucune mesure à l'encontre des terroristes djihadistes peut s'interpréter par les partisans de ladite idéologie comme une reddition, comme une capitulation sans conditions, comme une soumission. Si j'étais chafouin, je dirais, paraphrasant La Boétie, qu'elle aurait pu être sous-titrée « De la dhimmitude volontaire ». Les mots que vous n'osez pas utiliser et la réalité que vous floutez évoquent la même autocensure que celle que s'imposent les enseignants dans certaines banlieues où il n'est plus possible d'enseigner la Shoah, de montrer des caricatures ou d'évoquer la théorie de l'évolution sans risquer des menaces de mort ou une agression. Vous connaissez sans doute la phrase de Churchill adressée à Chamberlain (*alter ego* anglais de Daladier) : nous sommes déjà confrontés à la guerre que les islamistes ont déclarée aux valeurs républicaines issues des Lumières et à l'école publique, censée les transmettre. Souhaitez-vous également y ajouter le déshonneur ou bien allez-vous réagir avec des mesures à la hauteur des enjeux civilisationnels qui se posent ?

Au lieu de confiner le virus djihadiste, on le disperse

Monsieur le Ministre, nous en sommes au second enseignant mort. Allez-vous continuer à envoyer les profs risquer leur vie en première ligne sans avoir pris la moindre mesure concrète pour les protéger des égorgeurs de l'islam radical ? On m'objectera que vous envisagez des « cours d'empathie »... Ah, que n'avait-on mis en place des « cours d'empathie » dans les années 30, en Allemagne ! Six millions de victimes du nazisme auraient été épargnées et le Führer aurait probablement rejoint le Dr Schweitzer à Lambaréné. Pourquoi, d'ailleurs, ne pas avoir introduit plus tôt les « cours d'empathie » dans les écoles publiques françaises ? Les frères Kouachi seraient sans doute devenus bénévoles chez Emmaüs et nous pourrions encore rire grâce aux dessins de Charb, Cabu et Wolinski. Quant aux élèves qui ont contesté la minute de silence en hommage à nos deux enseignants martyrs, ils passeront en conseil de discipline, c'est-à-dire qu'ils vont changer d'établissement pour aller répandre ailleurs que dans leur collège ou lycée d'origine leur idéologie antisémite, sexiste, homophobe, meurtrière et antirépublicaine. Bref, au lieu de confiner le virus djihadiste, on le disperse. Le jeu des chaises musicales pour lutter contre l'idéologie islamiste, il fallait y penser ! Peut-être pourrait-on ajouter aux conseils de discipline une ou deux heures de retenue et quelques lignes à copier pour punir les petits sacripants apprentis djihadistes ?

Vos prédécesseurs n'ont pas eu le courage républicain de rebaptiser le collège de Conflans-Sainte-Honorine du nom de Samuel Paty. Saurez-vous rétablir la justice et réparer l'insulte faite à la mémoire de ce martyr de notre école publique ? Aurez-vous, également, le courage d'ajouter le nom de Dominique Bernard à celui du lycée où il est mort à Arras ? Avec Gambetta, il serait en bonne compagnie : deux héros ensemble pour accueillir les nouvelles générations

d'élèves, celui qui s'est battu pour rétablir la République et celui qui est mort pour la sauver !

Discours vides et des mesures grotesques

Ils s'appelaient Samuel Paty et Dominique Bernard, ils étaient enseignants, ils en sont morts. Ils méritent mieux que des discours vides et des mesures grotesques.

Monsieur le Ministre, vous êtes à la croisée des chemins. Si vous souhaitez réellement protéger la communauté éducative des islamistes, plutôt que de copier Daladier, inspirez-vous du général de Gaulle : résistez !

Et n'oubliez pas que le renoncement est l'ultime marche avant la collaboration.

Respectueusement,

M. H.

<https://www.bvoltaire.fr/monsieur-le-ministre-je-ne-veux-pas-etre-le-troisieme-enseignant-mort/>